

ASSISTANT À LA PROTECTION DE LA FAUNE

RÈGLES D'ENCADREMENT



**Direction générale
de la protection de la faune**

PFQ-613 (15-11)

**Ministère des Forêts,
de la Faune
et des Parcs**

Québec 

Tables des matières

INTRODUCTION	1
L'ASSISTANT À LA PROTECTION DE LA FAUNE	2
1. MANDAT	2
2. TÂCHES ET RESPONSABILITÉS	2
3. TERRITOIRES	2
4. POUVOIRS ET OBLIGATIONS	3
5. DEVOIRS ET EXIGENCES PARTICULIÈRES	4
6. ÉTHIQUE	5
7. SÉLECTION	8
8. FORMATION	10
9. RECYCLAGE	13
10. NOMINATION	14
11. MESURES DISCIPLINAIRES	14
12. SUIVI DE L'ENCADREMENT DES ASSISTANTS	16
13. IDENTIFICATION	17

INTRODUCTION

Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs peut nommer toute personne à titre d'assistant à la protection de la faune pour seconder les agents de protection de la faune dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans ce contexte, le présent document a pour but d'établir les règles d'encadrement régissant les actions des assistants à la protection de la faune du Québec.

Il traite d'abord des mandats, tâches et responsabilités de ces assistants à la protection de la faune. Dans un deuxième volet, il aborde les pouvoirs, les obligations et le code d'éthique que tout assistant à la protection de la faune doit respecter de même que la procédure de sélection, la formation et l'encadrement auxquels est soumis ce travailleur bénévole ou rémunéré.

Enfin, une section traite de l'identification de l'assistant à la protection de la faune lorsqu'il exerce ses fonctions sur le(s) territoire(s) pour lequel (lesquels) il a été désigné.

On trouvera donc dans ce document l'essentiel de tous les éléments relatifs à cette tâche.

NOTE : La forme masculine utilisée dans ce document désigne aussi bien le genre féminin que masculin. Elle n'est utilisée que dans le but d'alléger la présentation du texte et d'en faciliter la compréhension.

L'ASSISTANT À LA PROTECTION DE LA FAUNE

1. MANDAT

Dans un territoire spécifique, pour la période désignée et sous la supervision de la Protection de la faune, il assure l'application de certains articles de lois et règlements relatifs à la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat et à certaines autres activités réglementées désignées par le ministre.

2. TÂCHES ET RESPONSABILITÉS

- 2.1 Assurer une présence dissuasive sur le territoire;
- 2.2 Informer la clientèle;
- 2.3 Protéger les scènes de braconnage;
- 2.4 Fournir à la Protection de la faune des renseignements relatifs aux activités illégales, à l'environnement et aux habitats fauniques;
- 2.5 Assurer le respect de certains articles de lois et règlements : chasse, pêche, piégeage, habitats fauniques et contrôle du territoire;
- 2.6 Effectuer des saisies conformément à ses pouvoirs;
- 2.7 Rédiger des rapports d'infraction (PFQ-149), compléments de rapports d'infraction (PFQ-150) et de signalement (PFQ-587);
- 2.8 Assurer la garde et le suivi des animaux, des poissons et des fourrures saisis jusqu'à leur remise à un agent de protection de la faune;
- 2.09 Témoigner devant les tribunaux, lorsque requis;
- 2.10 Faire rapport de ses activités quotidiennes (relatives à son mandat) à la Protection de la faune;
- 2.11 Participer à l'identification des menaces aux fins de l'élaboration du Plan de protection annuel;
- 2.12 Exécuter des tâches planifiées au Plan de protection annuel.

3. TERRITOIRES

L'assistant à la protection de la faune peut agir à ce titre à l'endroit désigné par le ministre.

Les pouvoirs d'inspection et de visite peuvent s'étendre sur un périmètre maximal de 100 mètres autour du territoire désigné édicté à la description technique dudit territoire¹.

L'assistant peut être également désigné aux postes d'accueil et chez les délégataires à l'enregistrement qui sont situés à l'extérieur du territoire faunique sous désignation. Ces accueils et délégataires doivent être à l'usage dudit territoire faunique. Un périmètre maximal de 100 mètres autour de ceux-ci peut s'appliquer.

Ces désignations doivent être inscrites sur l'acte de nomination (PFQ-142) de l'assistant concerné et conservé à son dossier.

¹ Le périmètre étendu de 100 mètres requiert l'approbation du directeur régional de la protection de la faune qui l'intègre à la carte de désignation de l'assistant.

4. POUVOIRS ET OBLIGATIONS

Pouvoirs	Obligations	C-61.1	F-14	CH.22
	Doit s'identifier sur demande	X	X	X
Poursuivre pour faux renseignement		X	X	X
Poursuivre pour entrave		X	X	X
Entrer et passer sur un terrain privé		X	X	X
Inspection		X		
Visite			X	X
Immobilisation d'un véhicule		X		X
Exiger un document		X	X	X
Exiger l'identification d'un défendeur en infraction		X	X	X
Saisie : animal, poisson, fourrure		X		X (OISEAU)
Saisie : poisson			X	
	Remise de la saisie à un APF	X	X	X
Tuer un chien errant sous la supervision d'un APF		X		
Tuer ou capturer un animal blessé, malade, nuisible sous la supervision d'un APF		X		
	Déclarer et remettre le chien ou l'animal à un APF	X		
Exiger de voir un permis de chasse, pêche ou piégeage		X	X	X
	Rédiger et remettre des rapports (infraction, signalement) dans un délai de 15 jours et moins	X	X	X
	Recevoir une formation de recyclage	X	X	X
	Respecter les règles d'encadrement	X	X	X
	Port d'une veste d'identification homologuée par le ministre	X	X	X
	Remettre les pièces d'identification à la demande du ministre	X	X	X
	Ne pas procéder à une arrestation	X	X	X
	Ne pas réaliser de perquisition	X	X	X
	Ne pas procéder à un interrogatoire ou une enquête	X	X	X
	Ne pas saisir d'objet (arme, engin de pêche, etc.)	X	X	X
	Ne pas confier la garde d'une saisie au contrevenant	X	X	X
	Ne pas remettre une saisie au contrevenant	X	X	X
	Ne pas posséder ni porter une arme dans l'exercice de ses fonctions	X	X	X

5. DEVOIRS ET EXIGENCES PARTICULIÈRES

L'assistant à la protection de la faune **doit** :

- 5.1 Promouvoir la conservation de la faune;
- 5.2 Respecter le code d'éthique de l'assistant à la protection de la faune;
- 5.3 Respecter les types d'identification prévus aux règles d'encadrement;
- 5.4 N'exercer ses pouvoirs uniquement qu'à (qu'aux) l'endroit(s) à l'intérieur des limites précisées à l'acte de nomination du (des) territoire(s) pour lequel (lesquels) il a été désigné;
- 5.5 Agir constamment, lorsqu'en fonction, en conformité avec l'esprit et la lettre du cours dispensé au moment de sa formation et/ou de son recyclage;
- 5.6 Respecter ses pouvoirs et obligations spécifiés au point 4;
- 5.7 Éviter en tout temps de poursuivre un véhicule;
- 5.8 Éviter en tout temps d'immobiliser un véhicule à moins de se conformer aux méthodes prévues au guide de formation;
- 5.9 Éviter en tout temps de mettre un individu en état d'arrestation et s'assurer que personne n'ait l'impression d'être détenu;
- 5.10 Faire rapport, sans délai, au ministre de toute saisie, remettre l'animal, le poisson ou la fourrure saisie à un agent de protection de la faune. De plus, il **doit rédiger son rapport d'infraction et le remettre à un agent de protection de la faune dans les 15 jours suivant la constatation de l'infraction** ou, si l'infraction a été constatée dans les 15 jours avant la fin de sa période d'emploi, il **doit rédiger son rapport d'infraction** avant la fin de son emploi;
- 5.11 Fournir à la Protection de la faune toutes les informations relatives à l'observation d'une activité susceptible de contrevenir aux lois et règlements dont l'application a été confiée à la Protection de la faune. De plus, il doit rédiger sans délai les rapports appropriés;
- 5.12 Compléter, selon les exigences, les **comptes rendus journaliers** (relatifs à son mandat) et les **acheminer** à la Protection de la faune **selon la fréquence définie entre les parties**;
- 5.13 Se conformer aux dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1); à cet égard, un renseignement obtenu par un assistant à la protection de la faune dans l'exercice de ses fonctions ne peut être divulgué que pour l'application d'une loi qu'il est chargé d'appliquer;
- 5.14 Remettre, sans délai, sur demande, au directeur régional de la protection de la faune ou à son représentant les pièces d'identification fournies par le ministre ou dans les cas prévus au point 10.3.

Dans le cadre de son travail, l'assistant à la protection de la faune **ne doit pas** :

- 5.15 Procéder à la saisie d'objet;
- 5.16 Procéder à des interrogatoires;
- 5.17 Initier toute forme d'enquête à la suite du constat d'une infraction (dans un tel cas, il doit rédiger les faits sur un signalement d'acte illégal (PFQ-587) qu'il acheminera dès que possible à un agent de protection de la faune);
- 5.18 Faire toute action susceptible de contaminer une scène de braconnage.

6. ÉTHIQUE

CODE D'ÉTHIQUE DE L'ASSISTANT À LA PROTECTION DE LA FAUNE
<p>Le code d'éthique de l'assistant à la protection de la faune s'applique à tous les assistants à la protection de la faune du Québec.</p> <p>Il vise une approche respectueuse des obligations que ces personnes ont envers la clientèle, dans l'application de certains articles de lois et règlements relatifs à la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat et à certaines autres activités réglementées.</p> <p>Il rappelle les devoirs et normes de conduite des assistants à la protection de la faune dans leurs rapports avec le public alors qu'ils exercent leurs fonctions.</p> <p>Chaque assistant à la protection de la faune doit respecter les règles d'encadrement et adopter, en tout temps, un comportement éthique.</p> <p>Tout manquement ou omission concernant un devoir ou une norme de conduite prévue dans ce code d'éthique peut entraîner l'imposition de sanctions selon un principe de gradation.</p>
COMPORTEMENT
<p>L'assistant à la protection de la faune doit se comporter de manière à susciter la confiance et la considération que requiert sa fonction.</p> <p>Pour ce faire, il ne doit pas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faire usage d'un langage obscène, blasphématoire ou injurieux; 2. Travailler sans être porteur du certificat de désignation prévu à cette fin; 3. Travailler sans être porteur de la veste d'identification prévue à cette fin, à moins d'exceptions prévues aux présentes règles; 4. Agir comme assistant alors que ses facultés sont affaiblies par l'alcool, une drogue (incluant un médicament) ou une combinaison des deux, pouvant altérer son jugement; 5. Poser des actes ou tenir des propos allant à l'encontre des droits garantis par les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés; 6. Manquer de respect ou de politesse à l'égard d'une personne.

L'EXERCICE DE SES FONCTIONS

L'assistant à la protection de la faune doit respecter les limites de ses pouvoirs légaux afin d'éviter toute forme d'abus d'autorité dans ses rapports avec le public. Pour ce faire, il ne doit pas dans l'exercice de ses fonctions :

1. Recourir à la force physique, à moins que sa santé et/ou sa vie ne soit mise en péril. Dans ce dernier cas, le recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'agression subie;
2. Faire des menaces, de l'intimidation ou du harcèlement;
3. Porter sciemment une accusation contre une personne sans justification;
4. Abuser de son autorité en vue d'obtenir un aveu;
5. S'identifier autrement qu'à titre d'assistant à la protection de la faune;
6. Laisser croire ou supposer qu'il est garde-chasse (sauf dans le cas d'un **assistant** qui est nommé à titre de garde-chasse pour l'application de la Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs), agent des pêches, agent de protection de la faune, gardien de territoire ou employé du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (sauf dans le cas d'un **assistant** qui est à l'emploi du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs);
7. Exercer des pouvoirs autres que ceux dévolus par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs;
8. Porter une arme à feu, un arc ou une arbalète (sauf aux fins visées à l'article 23 de la L.C.M.V.F., C-61.1) ou avoir en sa possession toute autre arme offensive (matraque, garcette, taser, etc.);
9. Refuser de s'identifier, lorsque prévu par la loi, alors qu'une personne lui en fait la demande;
10. Agir à ce titre en portant une pièce d'identification autre que celles homologuées par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs.

INTÉGRITÉ

L'assistant à la protection de la faune doit aussi exercer ses fonctions avec désintéressement et impartialité et éviter de se placer dans une situation de conflit d'intérêts susceptible de compromettre son impartialité ou d'affecter défavorablement son jugement et sa loyauté.

Pour ce faire, il ne doit pas :

1. Solliciter, accepter ou exiger d'une personne, directement ou indirectement, un don, une récompense, une commission, une ristourne, un rabais, un prêt, une remise de dette, un paiement d'une carte de membre (ou droit d'accès), une faveur ou tout autre avantage ou considération de nature à compromettre son impartialité, son jugement ou sa loyauté;
2. Endommager ou détruire malicieusement un bien appartenant à une personne ou à un organisme.

LE RESPECT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'assistant à la protection de la faune doit respecter l'autorité législative et judiciaire.

Pour ce faire, il ne doit pas :

1. Empêcher ou contribuer à empêcher la justice de suivre son cours;
2. Cacher ou omettre de transmettre une preuve, un renseignement ou tout détail relié à une infraction;
3. Disposer illégalement d'un bien appartenant à une personne ou à un organisme;
4. Présenter à l'égard d'une personne une recommandation ou un rapport qu'il sait faux ou inexact;
5. Divulguer un renseignement obtenu dans l'exercice de ses fonctions autrement que pour l'application d'une loi qu'il est chargé d'appliquer.

7. SÉLECTION

7.1 La présélection

La première étape est celle de la présélection au cours de laquelle un organisme gestionnaire qui désire la nomination d'un assistant à la protection de la faune détermine son choix de candidats, en fonction des critères d'admissibilité décrits à la section 7.1.1 avant de le soumettre au comité de sélection de la Protection de la faune.

Un guide de présélection est fourni par la Protection de la faune à l'organisme gestionnaire requérant afin qu'il lui suggère des candidats qui correspondent au profil recherché.

L'organisme gestionnaire qui soumet des candidats au titre d'aspirant assistant à la protection de la faune doit s'assurer de fournir avant la formation ou le recyclage, pour chacun d'eux, les documents suivants :

- La fiche personnelle du candidat;
- La preuve que le candidat est citoyen canadien ou a un statut de résident permanent;
- La preuve que le candidat rencontre les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 du premier alinéa de l'article 115 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13), à savoir :
 - ✓ Être de bonnes mœurs (donc, respecter et pratiquer l'ensemble des règles imposées par la société);
 - ✓ Ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées*.
- Au moins deux photographies récentes du candidat (2,5 cm x 3 cm).

* À cette fin, le candidat doit fournir ou autoriser l'organisme gestionnaire à obtenir un certificat récent de vérification d'antécédents criminels émis par un organisme reconnu par la Sûreté du Québec : <http://www.sg.gouv.qc.ca/services-en-ligne/verification-casier-judiciaire/verification-casier-judiciaire.jsp>².

De plus, le candidat ne doit pas avoir été reconnu coupable, au cours des derniers cinq ans, d'une infraction dommageable ou très dommageable à la faune concernant les lois et règlements qu'il devra appliquer.

L'organisme demandeur doit fournir les documents requis à la Protection de la faune pour le 1^{er} mars de l'année d'embauche du ou des candidats. De plus, les candidats doivent rencontrer les critères de sélection énoncés au point 7.2.4. Toute demande reçue à la Protection de la faune après le 1^{er} mars sera refusée.

² À partir du moment où le candidat nous fournit ce document, nous pouvons en conclure qu'il se conforme aux exigences du 3^e paragraphe.

L'organisme gestionnaire doit compléter la section de la fiche personnelle du candidat en indiquant, à l'endroit prévu, sa recommandation concernant cette candidature et les motifs de ce choix.

Un agent de protection de la faune ne peut, simultanément, occuper un emploi d'agent de protection de la faune et une fonction d'assistant à la protection de la faune.

7.1.1 Conditions d'admissibilité

Certains candidats sont éligibles à la formation :

- **Le candidat qui est en cours de formation dans le programme « Protection et exploitation des territoires fauniques » (DEP).** Ce candidat doit répondre aux préalables suivants :

- ✓ Être en voie de réussite du programme (sans échec);
- ✓ Être âgé d'au moins 18 ans;
- ✓ Avoir reçu le contenu formatif relatif aux lois et règlements applicables;
- ✓ Avoir fourni un certificat récent de vérification d'antécédents criminels négatifs.

Ce candidat est tenu aux processus de présélection et sélection prévus au moment de l'embauche par un organisme gestionnaire de territoire faunique.

- **Le candidat qui est présélectionné par un organisme gestionnaire de territoire.** Ce candidat peut être rémunéré ou non (bénévole). Il doit être sous la gouverne de l'organisme demandeur et répondre aux exigences prévues aux règles d'encadrement qui suivent.

7.2 Sélection de l'assistant à la protection de la faune

7.2.1 Le comité de sélection

Le comité de sélection est formé de deux représentants de la Protection de la faune et d'un représentant d'un organisme gestionnaire impliqué dans la gestion des ressources fauniques.

7.2.2 Convocation pour la sélection

La convocation pour la sélection des candidats est faite au moins 15 jours avant l'entrevue.

7.2.3 Guide pour le comité de sélection

Un guide est fourni au responsable de la sélection des candidats. Il inclut des scénarios d'entrevue et une évaluation écrite visant à évaluer toute candidature par rapport aux critères de sélection retenus.

7.2.4 Les critères de sélection

Le comité s'assure que le candidat respecte les conditions d'admissibilité décrites au point 7.1 et qu'il possède une formation suffisante pour rédiger des documents de façon adéquate.

7.2.5 L'entrevue et l'évaluation écrite

L'entrevue tient compte notamment des éléments suivants :

- 1) Formation reconnue et appropriée;
- 2) Connaissance du milieu faunique et intérêt pour celui-ci;
- 3) Connaissance minimale des lois et règlements à appliquer;
- 4) Aptitudes pour les tâches d'assistant à la protection de la faune;
- 5) Habiletés minimales en communication publique;
- 6) Capacité à rédiger adéquatement des rapports.

Un candidat doit réussir l'entrevue et les évaluations écrites et être recommandé unanimement ou majoritairement par le comité de sélection pour pouvoir accéder à l'étape de la formation.

Toutefois, un agent de protection de la faune retraité depuis moins de 3 ans ou un agent de protection de la faune en période de non-emploi n'a pas à passer l'entrevue et l'évaluation écrite.

8. FORMATION

Le contenu de la formation des assistants à la protection de la faune demeure sous la responsabilité du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Les candidats retenus sont assujettis à une formation de base d'une durée minimale de 40 heures.

Le candidat issu du DEP est soumis à l'examen éliminatoire. À la réussite de cet examen, sa certification demeure valide pendant une période maximale de deux ans. La délivrance du certificat de désignation demeure conditionnelle à l'embauche par un organisme reconnu et encadré par le Ministère. Son nom et ses coordonnées devront alors être soumis à la région administrative concernée.

Toutefois, un agent de protection de la faune retraité depuis moins de 3 ans ou un agent de protection de la faune saisonnier sur liste de rappel en période de non-emploi n'a pas à suivre la formation de base de 40 heures. Il devra, par contre, suivre un recyclage adéquat en début d'emploi sur les pouvoirs restreints des assistants à la protection de la faune et des modalités spécifiques au territoire où il exercera ses fonctions.

Les sessions de formation sont dispensées selon les besoins du milieu et les priorités de la région de la Protection de la faune concernée.

8.1 Convocation

Au minimum 15 jours avant le début d'une session de formation, la Protection de la faune fait parvenir une convocation à l'organisme gestionnaire et l'avise d'y déléguer tout candidat recommandé par le comité de sélection.

8.2 Règles à suivre

Le nombre maximum de candidats participant à une session de formation est limité à vingt (20).

Les moniteurs et les responsables qui dispensent la formation doivent avoir minimalement un an d'expérience d'encadrement auprès d'un organisme à gestion déléguée. De plus, il doit avoir reçu la formation de moniteur.

8.3 Contenu du programme de formation

8.3.1 *Section 1 - Protection de la faune au Québec et règles d'encadrement*

- Rôle de l'État
- Protection de la faune
- Agent de protection de la faune
- Assistant à la protection de la faune
- Gardien de territoire
- Règles d'encadrement
- Pouvoirs et devoirs
- Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

8.3.2 *Section 2 - Chasse sportive et piégeage*

- Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
- Règlements découlant du C-61.1 – r.24, r.53, r.78
- Résumé Chasse sportive
- Résumé Piégeage des animaux à fourrure

8.3.3 *Section 3 - Chasse aux oiseaux migrants*

- Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrants
- Règlement sur la chasse aux oiseaux migrants ch.1035
- Abrégé Règlement sur la chasse aux oiseaux migrants du Québec

(Selon le module donné)

- Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec
- Loi sur les parcs
- Loi sur la conservation du patrimoine naturel

8.3.4 *Section 4 - Pêche sportive*

- Loi sur les pêches F-14
- Résumé Pêche sportive

8.3.5 Section 5 - Techniques opérationnelles

- Plan de protection annuel
- Techniques opérationnelles – patrouille, surveillance (tous les types, avec ou sans équipements : jumelles, télescope, appareil photo, appareil vidéo), signalements
- Immobilisation de véhicules
- Inspection et visite
- Manipulation sécuritaire d'arme à feu et identification
- Identification des contrevenants et mineurs
- Calepin de notes
- Saisie : animal, poisson, fourrure – procès-verbal de saisie
- Communication tactique
- Protection de scène de braconnage
- Communautés autochtones

8.3.6 Section 6 - Rapport d'infraction et tribunaux

- Rapport d'infraction général - consignes de rédaction
- Rapport d'infraction général - consignes pour monter et transmettre dossier
- Témoignage devant les tribunaux
- Activité synthèse

8.3.7 Évaluation des connaissances

À la suite de la formation, le candidat doit réussir un examen dont la note de passage est fixée à 60 %³. Il vise à mesurer les aptitudes et les connaissances des aspirants assistants à la protection de la faune eu égard aux responsabilités qui leur seront confiées. En cas d'échec, le candidat a droit à un seul examen de reprise, une semaine après la fin de sa formation.

L'examen mesure les connaissances suivantes :

- Pouvoirs, devoirs et obligations;
- Lois et règlements;
- Code d'éthique et règles d'encadrement;
- Rédaction de rapports;
- Méthodes de travail.

³ Trois volets sont évalués sur un total de 100 %. L'examen écrit compte pour 32 %, l'exercice synthèse vaut pour 28 % et finalement la rédaction de rapport compte pour 40 % de la note finale.

9. RECYCLAGE

Le recyclage annuel de l'assistant à la protection de la faune se fait sous la responsabilité de la Protection de la faune. Le contenu du recyclage est déterminé en fonction des besoins identifiés, notamment à partir des évaluations de la saison précédente et des modifications juridiques.

9.1 Prérequis pour participer au recyclage

- Avoir été en fonction l'année précédente et avoir effectué 100 heures minimum comme assistant à la protection de la faune;
- Avoir suivi la formation de base;
- Être recommandé par un organisme gestionnaire;
- Fournir un certificat récent de vérification d'antécédents criminels (moins de 2 mois);
- Avoir eu un comportement conforme aux règles d'encadrement;
- Avoir obtenu une fiche d'évaluation complétée de son gestionnaire responsable;
- Ne pas avoir été reconnu coupable d'une infraction à la faune au cours des cinq dernières années.

Les heures reconnues aux fins du prérequis de 100 heures minimum doivent être des heures de surveillance effectuées sur le territoire. Il doit donc s'agir d'heures consacrées à la surveillance mobile ou stationnaire pour vérifier la conformité aux lois et aux règlements que l'assistant est chargé d'appliquer.

Les heures effectuées à l'extérieur d'un poste d'accueil situé dans le territoire faunique aux fins d'une inspection ou d'une visite lorsque des personnes sortent du territoire faunique sont également des heures de surveillance comme prévu au Guide de formation des assistants à la protection de la faune (PFQ-604). Elles doivent donc être comptabilisées comme telles.

Toutefois, les heures effectuées à l'intérieur du poste d'accueil pour la délivrance des documents d'enregistrement ou pour donner des renseignements ne sont pas des heures de surveillance, elles ne sont donc pas reconnues aux fins du prérequis au recyclage et elles ne doivent pas être comptabilisées aux comptes rendus journaliers.

Un gestionnaire ou un administrateur de territoire désigné assistant et responsable du plan de protection de son organisme peut comptabiliser aux fins du prérequis de 100 heures minimum les heures prévues pour des rencontres au plan de protection et les rencontres périodiques.

Les comptes rendus journaliers complétés par les assistants à la protection de la faune doivent donc comptabiliser seulement les heures de surveillance. Cela vise, d'une part, à évaluer le prérequis de 100 heures minimum et, d'autre part, à permettre d'évaluer l'efficacité de l'ensemble de l'effort de surveillance par rapport aux objectifs du plan de protection du territoire qui prennent en compte les indicateurs de braconnage.

Si l'assistant n'a pas respecté pendant deux années consécutives l'obligation édictée au point 1 (100 heures), il doit suivre à nouveau la formation de base.

Un assistant peut, lorsqu'il est hors emploi, se joindre à une autre région administrative que celle de son lieu de travail afin de bénéficier de son recyclage annuel.

Aussi, un assistant issu des parcs nationaux québécois ayant reçu la formation de base d'assistant pour ce type de territoire, s'il change d'employeur et se trouve employé par un territoire à prélèvement faunique, doit suivre à nouveau la formation de base complète.

9.2 Durée

Le recyclage est obligatoire et il est d'une durée minimale de sept heures.

La formation de recyclage doit porter sur les sujets suivants :

- Pouvoirs, devoirs et obligations;
- Lois et règlements;
- Code d'éthique et règles d'encadrement;
- Rédaction de rapports;
- Témoignage devant les tribunaux;
- Méthodes de travail;
- Nouveautés réglementaires et suivi juridique.

9.3 Convocation

La Protection de la faune achemine une lettre de convocation à l'organisme gestionnaire qui supervise un assistant à la protection de la faune et l'avise de la tenue et de la durée de la session de recyclage. Cet avis doit être envoyé au moins 15 jours avant le début de la session.

10. NOMINATION

10.1 Nomination

La nomination est confirmée par la délivrance du certificat de désignation par le directeur de la Protection de la faune de la région concernée. Ce dernier jouit d'un pouvoir discrétionnaire de nomination.

- 10.1.1** Un assistant à la protection de la faune ne peut être nommé que pour une période n'excédant pas cinq ans. Nonobstant ce qui précède, le candidat devra fournir annuellement la preuve qu'il remplit encore les conditions d'admissibilité énumérées à la section 7.1.1 et qu'il agit à ce titre pour le même territoire.

11. MESURES DISCIPLINAIRES

Tout manquement ou omission concernant un devoir ou une norme de conduite prévue aux règles d'encadrement peut entraîner l'imposition de sanctions selon le principe de gradation suivant :

11.1 Avertissement

Tout manquement aux règles d'encadrement prévues peut entraîner un avertissement à l'assistant à la protection de la faune. Le directeur régional à la protection de la faune peut juger de la pertinence des faits reprochés et choisir d'avertir verbalement ou par écrit un assistant qui a enfreint aux règles d'encadrement. L'avertissement écrit doit être versé au dossier de l'assistant.

11.2 Suspension

Tout manquement aux règles d'encadrement prévues peut entraîner une suspension pouvant aller jusqu'à la révocation de l'assistant à la protection de la faune. Le directeur régional à la protection de la faune peut juger de la pertinence des faits reprochés et choisir de suspendre un assistant qui a enfreint aux règles d'encadrement pour une durée indéterminée.

11.3 Révocation

Nonobstant au point 11.2, le directeur régional de la protection de la faune peut choisir de révoquer un assistant sans période de suspension pour des manquements sérieux aux règles d'encadrement.

- La révocation est signifiée par écrit par le directeur régional de la protection de la faune.
- L'assistant à la protection de la faune peut, en adressant une demande écrite au directeur régional de la protection de la faune, demander une révision de sa révocation.

La requête sera étudiée par un comité composé d'un :

- Directeur régional de la protection de la faune;
- Chef de service de la protection de la faune de la région concernée;
- Représentant d'un organisme gestionnaire ayant un ou des assistants à la protection de la faune.

Le comité peut entendre toute personne qu'il juge à propos.

La décision du comité d'appel est exécutoire et sans appel.

11.4 Désignation

La désignation d'un assistant à la protection de la faune prend fin si :

- Il a cessé d'être à l'emploi de l'organisme gestionnaire pour lequel il avait été nommé;
- Il a eu une suspension (la durée égale la période de suspension);
- Il a été reconnu coupable ou s'est reconnu coupable d'un acte criminel ou d'une infraction à la faune.

12. SUIVI DE L'ENCADREMENT DES ASSISTANTS

L'encadrement du travail des assistants est une responsabilité partagée entre le gestionnaire responsable du territoire faunique et l'APF responsable. L'objectif étant d'améliorer l'application réglementaire sur le territoire par les assistants.

12.1 Le gestionnaire de territoire :

En début de saison :

- Propose un plan de protection annuel;
- Identifie les assistants qui feront l'objet de coaching en cours d'année (au minimum une fois tous les 5 ans pour chacun des assistants). Les cas problématiques devront toutefois faire l'objet de plusieurs journées de coaching par année).

En fin de saison :

- Procède à l'évaluation du plan de protection annuel;
- Évalue l'ensemble de ses assistants à l'aide de la fiche d'évaluation (exceptionnellement, il peut être convenu avec le gestionnaire du bureau de la protection de la faune de surseoir à une évaluation pour des motifs jugés raisonnables);
- Signale à l'agent de protection de la faune responsable du territoire tout manquement aux règles d'encadrement et au code d'éthique d'un assistant;
- Afin de rencontrer les obligations prévues à la Loi A-2.1 sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la Protection des renseignements personnels, le gestionnaire du territoire fournit à ses assistants un lieu permettant de conserver sous clé tous documents relatifs à leur travail et en réserve l'accès qu'aux seules personnes autorisées à en prendre connaissance (assistants).

12.2 L'APF mandaté au territoire :

- Soutient le gestionnaire du territoire dans l'élaboration du plan de protection annuel.
- Participe à l'identification des assistants qui feront l'objet de coaching en cours d'année.
- Organise les journées de coaching avec les assistants identifiés.
- Participe à l'évaluation du plan de protection annuel.
- Fournit au gestionnaire du territoire les informations pertinentes à l'évaluation des assistants à la protection de la faune.

12.3 Protection des informations nominatives

Avertissement concernant la Loi A-2.1 sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la Protection des renseignements personnels.

Il est impératif pour les organismes gestionnaires :

- De conserver tous documents relatifs au travail de l'assistant dans un classeur sous clé;
- De réserver l'accès à ce classeur aux seules personnes autorisées à en prendre connaissance (assistant);
- De ne divulguer à personne n'ayant pas le statut d'assistant ou aux personnes légalement autorisées à en prendre connaissance, toutes informations à caractère nominatif obtenues dans l'exercice de ses fonctions; à cette fin : évitez de procéder à des inspections ou à des visites des utilisateurs avec des personnes n'ayant pas le statut d'assistant à la protection de la faune (employé, civil, étudiant, etc.).

Les conséquences possibles d'informations personnelles divulguées ou mises à la connaissance de personnes non autorisées entraînent le risque de poursuites civiles des personnes responsables de la protection de ces renseignements.

Il est de la responsabilité de l'organisme gestionnaire de faire remplir un formulaire « **ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ** » dans la forme fournie par la Protection de la faune, pour toute personne (employé, technicien, biologiste, etc.) autre qu'un assistant pouvant être en connaissance d'informations nominatives recueillies par les assistants dans l'exercice de leurs fonctions.

13. IDENTIFICATION

13.1 Certificat de désignation (carte d'identification)

Le certificat de désignation doit être :

- signé par le directeur de la Protection de la faune;
- signé par son titulaire;
- porté en tout temps dans l'exercice de ses fonctions;
- porté sur la veste d'identification à l'endroit prévu à cette fin.

13.2 Veste d'identification

Lorsqu'il exerce ses fonctions, l'assistant à la protection de la faune doit porter, de façon à ce qu'elle soit visible en tout temps, la veste d'identification homologuée et fournie par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs⁴.

Toutefois, pour les interventions jugées plus à risque (immobilisation de véhicules, périodes de chasse), l'assistant à la protection de la faune doit porter une veste d'identification de couleur orangée fluorescente identifiée « assistant à la protection de la faune ». La superposition du certificat de désignation est obligatoire.

Nonobstant ce qui précède, lors d'une opération de surveillance planifiée au plan de protection et après approbation d'un agent de protection de la faune, l'assistant pourra ne pas porter sa veste d'identification à des fins de camouflage. Cette exception n'est valide qu'en dehors des périodes de chasse aux gros gibiers.

13.3 Écusson d'identification

Dans l'exercice de ses fonctions, l'assistant peut porter des écussons fournis par l'organisme qui le gouverne. L'écusson doit identifier clairement le mot **ASSISTANT** en prédominance. L'écusson ne doit pas excéder une surface de plus de 10 centimètres par 10 centimètres. L'écusson doit être soumis au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs ou à son représentant pour autorisation avant son utilisation.

13.4 Véhicule : Identification et gyrophares

Dans l'exercice de ses fonctions, le véhicule de patrouille de l'assistant à la protection de la faune peut être muni d'une identification fabriquée selon les devis du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs. Cette identification doit être apposée sur les portières du véhicule et est la seule autorisée pour identifier le véhicule de l'assistant à la protection de la faune dans l'exercice de ses fonctions.

Ces identifications doivent être retirées lorsque le véhicule est utilisé à d'autres fins ou à l'extérieur du (des) territoire(s) sur lequel (lesquels) est nommé l'assistant à la protection de la faune.

Sauf un assistant à la protection de la faune, nul ne peut utiliser un véhicule muni de telles identifications.

Des gyrophares jaunes peuvent, selon la volonté des organismes partenaires, être apposés sur le véhicule. **(Pour l'utilisation de ces équipements de signalisation, une demande et une autorisation doivent être obtenues auprès de la SAAQ)**

⁴ Toutes les pièces d'identification fournies par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs demeurent sa propriété et doivent lui être remises sur demande.